



FSU

83

ISSN 1282-6553

N°79

Fédération Syndicale Unitaire VAR

Une chanson douce.



Aux Etats-Unis et en Europe, les idées de gauche perdent du terrain, celles et ceux qu'on appelle pudiquement les «oublié-es», les «déclassé-es», qui subissent la mondialisation au quotidien sont attiré-e s par des idéologies aux antipodes de ce qu'ils sont et pensent. La chanson est douce : il suffit de fermer les frontières, d'oublier les solidarités, de faire des affaires quel qu'en soit le prix et tout s'arrangera. La petite biche est aux abois car dans le bois, se cache le loup, ouh, ouh, ouh ouh ! Mais le brave milliardaire passa et prit la biche dans ses bras, la, la, la, la... Oui tout est si simple, O le joli conte que voilà ! Même le Front National s'est mis à s'intéresser aux ouvrier-es, aux sans-emplois tant il est évident qu'ils/elles ont besoin d'être soutenu-es, il faut dire que les fées politiques ne se penchaient guère sur leur sort.

Sommes-nous encore des enfants ? Pourquoi sommes-nous encore dupes de ce type de discours ? La réponse est dans la question : les citoyen-nes ont besoin de rêver à une société meilleure, c'est ce que nous portons nous-mêmes

sans cesse et avec raison. Qu'est-ce que le monde nous offre aujourd'hui ? Les renoncements de certains de nos politiques ont poussé les électeurs et les électrices choisissant auparavant des idées progressistes à se tourner vers des candidat-es qui font semblant de s'intéresser à leurs problèmes. Avant on nous disait que la petite biche ce serait nous : le loup on s'en fichait car contre lui nous serions deux. Maintenant, on nous renvoie à notre solitude, notre individualité : si on veut, on peut ! Les gouvernements mettent tout en place pour «libérer» les énergies tout en réduisant les déficits : cela devient leur seul rôle.

On nous propose depuis des années, de travailler plus et plus longtemps, de baisser les salaires, de créer des contrats uniques, de permettre des licenciements plus rapides, un démantèlement complet des protections du travail, du service public, une baisse des allocations chômage et des minima sociaux (il y en a assez des profiteurs) et tout cela sur le thème doucereux et chanté sur tous les rythmes de la «sécurisation».

Désormais le chevalier qui n'est plus très beau crie haro sur les fonctionnaires : ils ne font rien, ont des salaires indécents...han, han, han, han. Oh, bien sûr, on fredonne une autre chanson lorsque face aux situations dramatiques qu'on a connues ces derniers mois, face à la crise et au désœuvrement, on reconnaît le dévouement des agents du service public. Une primaire ou une élection valent bien quelques paroles démagogiques.

A la FSU, nous continuons de croire qu'une autre voie est possible : elle passe par un partage du travail, une réforme de la fiscalité, un service public qui a les moyens de bien fonctionner, une lutte contre la pauvreté, une augmentation des salaires... Alors la biche en femme se changera, la, la, la, la : on ne doit pas être des animaux apeurés se dévorant entre eux. Notre humanité se révèle dans l'accueil de l'autre, le partage, dans des valeurs fortes que nous nous devons de revendiquer, eh, eh, eh, eh Cette chanson douce, la FSU la chantera pour vous car la vie peut-être douce si on y croit quelque peu.

Maryvonne Guignonnet, Secrétaire départementale de la FSU du Var.

SOMMAIRE

- p 2 : retraité-es ; brèves sur l'actualité.
- p 3 : entretien du responsable UNL du Var ; parole aux agents territoriaux ; brèves sur l'actualité.
- p 4 : personnels administratifs dans l'action ; CDEN.
- p 5 : EPS et brevet des collègues ; élections ESPE ; action du 29 novembre.
- p 6 : solidarité avec les migrant-es ; récit d'une jeunesse exilée ; codex 83.
- p 7 : budget primitif de la région ; lycées et budget régional.
- p 8 : stage FSU PACA.

octobre, novembre, décembre.

2016

Trimestriel N° 79

Directrice de la publication

Maryvonne GUIGONNET

N° de commission paritaire :

0917 S 05032

Marim, 1 rue Mansard

83000 Toulon

Dans l'actualité

Les diplômés de l'université résistent à la crise.

Contrairement à une idée largement répandue, l'enquête nationale sur l'insertion des diplômés de l'université sur le marché du travail, dévoilée le 7 décembre 2016, indique qu'après un master, 9 diplômés sur 10 ont un emploi 30 mois après leur diplôme, loin de l'image de l'« usine à chômeurs ». Pour 73 %, il s'agit d'un emploi stable, pour 85 % à un niveau de qualification de profession intermédiaire ou de cadre, avec un salaire net mensuel médian de 1 900 euros.

Enquête PISA : rien de neuf sous le soleil...

L'édition 2015 de cette enquête, publiée par l'OCDE et qui porte sur 72 pays, révèle de nouveau un système éducatif dans la moyenne mais champion de l'inégalité. Capable de produire une élite performante, il est toujours impuissant à résorber le « noyau dur » d'élèves en échec scolaire, qui sont principalement issus de milieux défavorisés. L'OCDE n'a cependant qu'à bien se tenir car cela c'était avant ! Avec la réforme du collège, gageons que tout cela ne puisse que s'améliorer...

LE CLASSEMENT PISA
POINTE LES INÉGALITÉS
À L'ÉCOLE EN FRANCE



U. 2

Salaires et pensions : même combat !

Le groupe des 9 (FSU, CGT, FO, CGC, CFTC, Solidaires, FGR-FP, UNRPA et LSR) a été reçu le 28 novembre au ministère.

Tant dans le Projet de loi de finances que dans le Projet de loi de financement de la Sécurité Sociale, plusieurs mesures concernent les retraités : baisse de 20% de l'impôt sur le revenu pour cinq millions de foyers modestes, mise en place d'un crédit d'impôt pour les retraités (pour les emplois à domicile), instauration du prélèvement à la source au 1er janvier 2018, hausse des plafonds de revenus pour la CSG à taux réduit et à taux zéro.

Nous dénonçons le détournement de 280 millions d'euros sur les réserves de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie ainsi que les mesures touchant à l'assurance maladie (baisse de l'Objectif National des Dépenses de l'Assurance Maladie, économies pour les hôpitaux...) qui vont

dégrader l'accès aux soins et augmenter les dépenses de santé de l'ensemble des retraités.

Pour l'ensemble des organisations du groupe des 9, la question du Pouvoir d'Achat doit d'abord passer par l'augmentation des salaires et des pensions. La publication de l'indice INSEE qui montre une augmentation des prix de + 0,5% sur un an en est clairement l'illustration.

L'action va donc se poursuivre avec le Colloque du 13 janvier prochain, organisé par le Groupe des 9, à Paris au Conseil Economique et Social. Ce Colloque comportera deux tables rondes sur les thèmes « statut du retraité » et « pouvoir d'achat des pensions » avec la participation de deux chercheurs Guillaume Duval et Bernard Ennuyer.

Cette initiative pourrait ensuite trouver des prolongements dans les régions ou les départements.

Michel Fortuna

La Section Fédérale des Retraités FSU du Var s'est réunie le jeudi 1er décembre au Lycée Golf Hôtel à Hyères. Après un repas pris en commun au Lycée hôtelier, la journée s'est poursuivie par la visite de la Villa Noailles.

La trentaine de participant-es a fait le point sur l'actualité des retraités-es, la revalorisation des pensions, dont on revendique unitairement qu'elles soient indexées sur les salaires, l'accès aux soins, les services publics, la loi d'Adaptation de la société au vieillissement (ASV) et la mise en place des CDCA.

Gilberte Mandon.



Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie

Le décret du 7 septembre 2016 définit l'organisation, la composition et le fonctionnement du Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie. Le CDCA a une vocation consultative pour donner avis sur la politique de l'autonomie, de l'isolement, du maintien à domicile des personnes âgées, la prévention, les logements adaptés, l'aide aux aidants...

Dans le Var, le Conseil Départemental n'a plus réuni le CODERPA depuis avril 2015 et tarde à mettre en place le CDCA. La FSU a demandé à être représentée dans cette instance (comme elle l'est maintenant au Haut Conseil de l'Age, nouvelle instance nationale).

Suite à l'annonce d'une action devant le Conseil Départemental, Mme Depallens a reçu lundi 5 décembre une délégation des organisations : FSU, CGT, FO, CGC, CFTC, CFDT, UNSA, FGR-FP, LSR, sans pouvoir donner d'éléments précis. Nos organisations se retrouveront début janvier pour faire le point des réponses à leurs demandes.

Michel Fortuna

Le syndicalisme lycéen dans le Var

Rencontre avec Kilian Constant, responsable départemental de l'UNL.

Peux-tu présenter l'UNL Var ?

L'UNL Var est la fédération varoise de l'Union Nationale Lycéenne, le premier syndicat lycéen de France, son but est de défendre les

lycéens et conquérir de nouveaux droits pour eux. **Quelle appréciation portes-tu sur la participation lycéenne varoise lors des dernières mobilisations contre la loi travail ?**

Même si la mobilisation varoise n'était pas généralisée dans tous les lycées du Var, on a pu voir une forte mobilisation dans certains lycées notamment au niveau de Brignoles. Le lycée Raynourd a été plusieurs jours avec un cortège d'un milliers de lycéens. De même à Toulon il y'a eu des mobilisations aux lycées Dumont-D'urville et à Bonaparte avec aussi un cortège lycéen important dans les manifestations.

L'UNL et la plupart des lycéens étaient contre cette loi, tout comme la population.



Comment la suppression du Pass culture par le conseil régional est-elle vécue et combattue dans les lycées varois ?

On a pu voir une indignation de la part des lycéens et

aussi de leurs parents suite à cette suppression mais la faible notoriété de ce Pass Culture a empêché une mobilisation forte des lycéens. Cette suppression a par contre été combattue par un front unitaire des organisations de jeunesse de la région qui demandent une offre culturelle pour la jeunesse.

Dans le climat de régression sociale que nous connaissons, quels sont les défis du syndicalisme lycéen ?

Ce climat de régression pousse les organisations de jeunesse à redoubler d'efforts, en menant campagne dans les lycées au maximum.

Entretien réalisé par Emmanuel Trigo

Dans l'actualité, suite ...

Les sciences, une question de genre ?

Toujours d'après l'édition 2015 de l'enquête PISA, c'est chez les filles que l'appétence pour les sciences est la plus faible.

Par exemple, « 65 % d'entre elles disent s'amuser

lorsqu'elles apprennent les sciences, contre 72 % des garçons ». Elles sont aussi moins nombreuses à avoir confiance en elles dans cette matière :

18,7 % d'entre elles, en moyenne, envisagent d'exercer une profession scientifique, contre 23,6 % chez les garçons.

Il reste du travail en matière d'éducation à l'orientation !

Poutine n'est pas «Charlie»...

Le président russe, lors d'une réunion du Conseil consultatif pour l'art et la culture, a mis en garde les artistes russes contre un "comportement dangereusement révoltant" et les a appelés à "ne pas diviser la société" en dépassant les limites de la

liberté d'expression à l'instar selon lui du journal français Charlie Hebdo. Censure ?

Non, seulement une histoire de « ...tact, celui des fonctionnaires et celui des artistes », a estimé Poutine.

"Souvent les fonctionnaires agissent ainsi (...) parce que la plupart ne veulent pas voir se reproduire chez nous une tragédie comme à Paris", a-t-il assuré.

Brèves réalisées sur l'actualité réalisées par Benoit Casals

La FSU territoriale au Conseil Régional donne la parole aux agents

Toujours sur le terrain, les représentantes du SNUTER pour le Var, visitent de nombreux lycées à l'écoute des personnels et de leurs revendications. La question principale est toujours la même : que pensez-vous de l'action de la FSU au Conseil Régional pour la défense des personnels ? A cette question une agente répond :

Le fait de rencontrer régulièrement la FSU dans notre lycée lors des réunions d'informations syndicales nous permet de constater leur efficacité par rapport à leurs actions sur la défense des personnels. Nos délégués se rendent toujours disponibles afin de répondre à nos questions dans un délai extrêmement court. Les différents courriers postaux ainsi que les emails que nous recevons nous apportent aussi de très riches informations. **Après un trimestre de travail bien rempli et des vacances méritées, la FSU Territoriale vous souhaite de joyeuses fêtes !**

Vos délégués :
Sonia MALEKH,
Virginie CLOMAN,
Nonce BIONDI



CDEN du Var reporté : où sont passé-es les élu-es ?

Une nouvelle fois, le Comité Départemental de l'Éducation Nationale (CDEN) ne s'est pas tenu faute de quorum. Cela fait deux fois en peu de temps, deux fois de trop, que le CDEN ne peut se tenir du fait de l'absence des élu-es. Quand ces derniers sont là c'est souvent en tout petit nombre. Est-ce que les questions sur l'éducation préoccupent si peu les représentant-es du conseil départemental, des communes et du conseil régional pour que ces derniers ne daignent pas se déplacer ? Nous entendons beaucoup ces derniers temps des élu-es de droite parler de « mettre les fonctionnaires au travail » : au travail nous y sommes et il est inadmissible que les représentants des personnels s'absentent de leur classe pour rien, privant ainsi leurs élèves de leurs professeurs. Il semblerait que les leçons de rigueur sur notre mission de service public soient faciles à énoncer à Paris, devant les caméras et moins à appliquer au niveau local. Le représentant de l'État à savoir notre ancien préfet n'a jamais présidé un seul CDEN et pour le moment nous n'avons pas plus vu le nouveau. Les citoyen-nes varoises- vont bientôt voter autant qu'ils/elles sachent ce qu'il advient des promesses électorales une fois les élections passées...

Les personnels administratifs dans l'action.

Un CTA en juillet...

Les discussions ont porté sur le montant de la prime des derniers administratifs à passer au RIF-SEEP : les administrateurs, incluant les adjoints gestionnaires comptables, mais surtout, nos secrétaires généraux et secrétaires généraux adjoints. Afin de fixer le montant de la prime IFSE, le ministère fournit toujours un plancher et un plafond de montant à ne pas dépasser. Pour les catégories A, B et C, le montant minimum accordé par le rectorat est en moyenne 1,4 fois supérieur au plancher ministériel et le montant maximum est 2 fois supérieur au plancher ministériel. Or, pour les A++ (AENESR, SGASU, etc.), le montant minimum est 4,7 fois supérieur au plancher ministériel. Ainsi, un administrateur aura une prime minimum de 1375 € mensuels. Vous avez bien lu ... un salaire de catégorie C = une simple prime pour un A++. Mais ce n'est pas tout car le montant maximum est de ...? Eh bien, on ne le sait pas car c'est le seul tableau où le montant précis par fonction n'est pas indiqué ... et le plafond non plus. Dans les grades supérieurs aux adjoints gestionnaires-comptables des EPLE, rien n'est indiqué. En tout cas, ont été vaguement évoquées des primes mensuelles de 2000€ pour les SG, SGA, etc. La fonction publique avait créé des grilles de salaires limitant les écarts de salaire de 1 à 3. On pouvait espérer qu'il en serait de même pour les primes. Mais "grâce au mérite", ces administrateurs peuvent donc toucher des primes au minimum jusqu'à 10 fois plus importantes. C'est pour cela qu'à ce CTA, les 5 représentants FSU ont voté contre cette proposition. Nous ne pouvons que

regretter une fois de plus que l'UNSA, le SNALC et la CGT ne se soient pas opposés à cette mesure.

Et un autre CTA en novembre.

Les agents ont décidé de se mobiliser à nouveau. Cela fait maintenant deux ans que le SNASUB-FSU a initié une campagne de terrain sur l'indemnitaire car nous sommes une académie où les collègues administratifs touchent des primes inférieures à la moyenne nationale de ... 2013 : (-240 € annuels pour les C et - 450 € pour les B). Ont été lancées deux pétitions en 2014 et 2015 (à chaque fois, près de 300 signatures) afin que les C atteignent la moyenne nationale des primes de 2950 € annuels. Après 3 gros rassemblements en juin pour défendre l'ARTT, le SNASUB-FSU a organisé 3 rassemblements des personnels du site Cap de croix réunissant 70 collègues, le 1er jour, 80 le 2ème jour, 170 le 3ème jour, jour du CTA en faveur d'une amélioration indemnitaire pour 2017, soutenus par les élus enseignants FSU et FO. Grâce à cette mobilisation, les catégories C vont ENFIN toucher une « prime de Noël » de 230 euros ! Et le SNASUB n'y est pas pour rien : comme quoi, la mobilisation paie ! Les collègues se sont engagés à rester mobilisés afin de pérenniser cette somme pour les C et améliorer celle des B en 2017.

Pascal Tournois, SNASUB FSU



Action des agents au rectorat

L'Education Physique et Sportive disparaît du brevet des collèves.



Ces deux dernières années ont sans doute été les pires de l'histoire des textes officiels régissant l'EPS. Les programmes tournent le dos aux principes qui étaient en vigueur depuis les années 90, l'EPS n'apparaît plus comme épreuve de référence au brevet des collèves. La profession avait été pourtant consultée : avec le SNEP, elle avait réussi à faire inscrire dans le socle les éléments fondamentaux constitutifs de la culture physique sportive et artistique mais l'institution a imposé des programmes vidés de leur sens. Désormais, il n'y a plus aucun repère pour baliser le parcours des écoliers et collégiens au cours de leur scolarité, plus de notion obligatoire d'activités physiques sportives et artistiques pour toutes et tous et sur tout le territoire : la moitié de ces tristes pages repose sur la mise en place de l'interdisciplinarité dans le cadre des EPI. Comme si cela ne suffisait pas, la profession consternée après

cette première attaque, découvrirait que le nouveau brevet des collèves dévoilé en ce début d'année n'évaluait pas les élèves en EPS. Pas de note d'EPS (ni en langues vivantes, ni en arts plastiques, ni en musique d'ailleurs) en contrôle continu, l'EPS participera comme toutes les autres matières à la validation des compétences communes en fin de troisième !!! Les collèves qui arrivent en fin de carrière ont l'impression de se retrouver au début des années 80 lorsqu'il fallait prouver que l'EPS avait sa place au sein de l'Education Nationale. Les combats menés avaient permis à l'EPS de figurer dans les différents examens jalonnant le parcours des élèves et d'occuper une place significative dans les emplois du temps des élèves. Aujourd'hui, il faut donc repartir au combat et exiger, dans un premier temps, que la note d'EPS des collégiens compte en tant que telle au brevet, et ceci dès cette année ; le SNEP-FSU demande aux col-

lèves de continuer à évaluer les élèves de troisième avec le même protocole que les années précédentes, il demande qu'une campagne importante d'information et de signatures de pétitions soit entreprise auprès de la population pour contraindre le gouvernement à ré-introduire cette note au brevet 2017.

Dans le même temps le SNEP a proposé à l'ensemble de la profession d'écrire des programmes alternatifs : des rencontres dans toutes les académies et départements ont déjà eu lieu et ont débouché sur un colloque intitulé « EPS et réussite de toutes ». Cette assemblée s'est réunie à Villejuif les 17 et 18 novembre dernier : enseignants, chercheur-ses, sportifs et sportives ont fait des propositions pour que l'EPS participe à la réussite de toutes et tous.

Les nouveaux programmes ont bradé les exigences qualitatives au profit de vagues objectifs qualifiés de champs d'apprentissages. Les compétences attendues ont été effacées alors qu'elles donnaient des repères communs. Or, sans exigences communes il n'y a plus de système public national. Nous refusons de céder sur l'exigence d'apporter à tous les jeunes une culture physique sportive et artistique de qualité.

Gérard Permingeat

La Fonction Publique ne sera pas l'épouvantail de la droite.

Le mardi 29 novembre, les salarié-es des trois Fonctions Publiques sont descendu-es dans la rue pour demander l'augmentation significative des salaires, l'amélioration des conditions de travail et de l'organisation du temps de travail, le renforcement du statut général des fonctionnaires, l'octroi des moyens budgétaires nécessaires à l'accomplissement des missions publiques dans les trois versants de la Fonction publique avec les créations d'emplois statutaires nécessaires, la fin de la précarisation des emplois publics par un plan de titularisations... A Toulon, un rassemblement a eu lieu à 11 heures

devant la préfecture, suivi d'une audience. Les politiques d'austérité du gouvernement asphyxient tous les Services Publics. Les abandons et les privatisations de missions publiques, les suppressions de milliers d'emplois touchent tous les secteurs. Pourtant, on voudrait nous faire croire qu'on peut supprimer 500 000 emplois dans la fonction publique ; que les fonctionnaires qui « ne travaillent pas » pourraient travailler plus alors même qu'ils croulent déjà sous les heures supplémentaires ; qu'il n'y a que des titulaires garantis d'emploi dans la FP ; que les écoles et les hôpitaux vivent au dessus de leurs moyens ; que les policiers sont en assez grand nombre pour répondre aux besoins de la population. On connaissait le « travailler plus pour gagner plus », on découvre le « travailler plus pour gagner moins » ! Alors que la France a besoin de services publics pour assurer la cohésion sociale et l'intérêt général dans un contexte de crise, les primaires de la droite ont été l'occasion de faire des agents de la FP des boucs émissaires pour justifier l'austérité promise si M. Fillon gagne la prochaine élection présidentielle. Nous prendrait-on pour des lapins de six semaines ?

Maryvonne Guignonnet

Elections ESPE

La FSU encore une fois plébiscitée par les stagiaires.

La FSU a remporté les élections au Conseil d'Ecole de l'ESPE avec 70% des voix. Cependant, la faible participation (une fois de plus, l'ESPE n'a rien fait pour que les stagiaires puissent exercer leur droit de vote : pas de votes par correspondance, pas de bureau de vote pour les collèves du second degré, la moitié des stagiaires absents le jour du scrutin,...). Nous remercions nos candidat-es qui

sauront porter les revendications de la FSU au sein du conseil d'école.

Inscrits : 1534 Votants : 93 Blancs et nuls : 3
Ainsi la FSU (65 voix) obtient trois sièges et la CGT (25 voix) en obtient un.

Le SE-UNSa et le Sne/Snalc n'ont pas été en capacité de présenter des listes.

Clément Kerien

Revue FSU N°79, Décembre 2016.

J'ai marché jusqu'à vous : récit d'une jeunesse exilée.

Film documentaire de Rachid Oujdi (52 minutes)

Ils ont moins de 18 ans, on les appelle les « Mineurs Isolés Etrangers ». Venu du monde entier, ces voyageurs sans bagages et sans visas, au terme d'un long périple, débarquent à Marseille, pour tenter d'y construire un avenir. En attendant leur majorité, ils sont censés se trouver sous la protection de l'Aide Sociale à l'Enfance. Mais avant cette « mise à l'abri » rarement immédiate, ces jeunes subissent la rue, les réseaux malveillants et la suspicion des institutions. Un parcours éprouvant filmé avec distance et pudeur par les caméras de Rachid Oujdi qui révèle un double paradoxe. Car à leur majorité, ces jeunes n'auront, peut-être, pas la possibilité de rester sur le territoire français.

<http://www.lcp.fr/emissions/275151-recit-dune-jeunesse-exilee-jai-marche-jusqu-a-vous>

Codex 83

La coordination varoise contre l'extrême-droite organise une nouvelle projection citoyenne le mardi 31 janvier 2017 à Correns salle « La Fraternelle » autour du film : La face cachée du nouveau Front National
Le 31 janvier 2017 à 18h30
Venez nombreux-ses

Solidarité concrète

Besoin d'hébergements (une ou plusieurs nuits), les hébergements d'urgence n'étant pas suffisants...

Besoin d'argent dans les associations varoises qui aident et aussi pour financer les sauvetages en Méditerranée de l'AQUARIUS (Association SOS Méditerranée)

Solidarité avec les migrants et les réfugiés

La FSU participe depuis longtemps au collectif migrants et réfugiés du Var.

La fermeture de la « jungle » de Calais fin octobre et la dispersion des réfugiés dans toute la France, et donc dans le Var, a mis la question des migrants et des réfugiés sur le devant de la scène médiatique.

L'ouverture, par la Préfecture du Var, de 2 nouveaux CAO à Pierrefeu et à Tourves a entraîné de nombreuses réactions de haine et de rejet, largement médiatisées. Mais de nombreuses voix plus hospitalières ont essayé de se faire entendre dans les médias :

- Le samedi 8 octobre, une manif départementale à Pierrefeu pour témoigner notre solidarité et notre soutien aux migrant-es et aux réfugié-es.

- Des collectifs citoyens se sont créés, d'abord à Tourves, puis à Pierrefeu, en réaction à la haine déversée publiquement, pour affirmer que de nombreux citoyens sont solidaires des migrants et des réfugiés et s'organisent pour les accueillir.

- Le Collectif départemental a apporté son soutien avec de nombreuses personnes présentes lors de la réunion publique organisée par le maire à Tourves le 18 octobre, réunion pendant laquelle des propos insupportables et condamnables ont été tenus par une partie de l'assistance...

- Plusieurs réunions ont été organisées pour coordonner les actions : le 20 octobre, les 7, 18 et 30 novembre, avec, à chaque fois, une forte participation et implication de nombreuses organisations et citoyens*. La prochaine se tiendra le 20 décembre à 18 h. Les militant-es de la FSU y prennent une part active, dans la logique des mandats de notre fédération.

- Une demande d'audience au Préfet a été faite et une délégation de 5 personnes a été reçue le 24 novembre. Cette réunion n'a pas permis de poser toutes les questions et nous avons sollicité une nouvelle rencontre.

- Une campagne d'information est menée sur le

département : conférence de presse le 14 novembre Toulon, distribution d'un tract sur les marchés de plusieurs communes, à la fête du livre... devant la gare de Toulon.

- Le Collectif a organisé le covoiturage pour apporter notre soutien aux citoyens inculpés pour avoir porté assistance aux réfugiés dans la vallée de la Roya, lors du procès qui s'est tenu à Nice le 23 novembre. Le jugement a été mis en délibéré et sera rendu le 4 janvier pour l'un et le 6 janvier pour l'autre, toujours au Tribunal de Nice.

Chacun-e d'entre nous peut participer, à son niveau, à ces actions de solidarité : en s'informant sur la réalité des situations, en partageant les informations, en répondant plus concrètement aux appels lancés... (voir encadré). A vous de dire.

Une adresse mail a été créée :

collectif-migrants83@laposte.net

ainsi qu'une page Facebook :

collectif Migrants 83

Il existe plusieurs publications sur les idées fausses véhiculées par les médias, entre autres le Guide de survie face aux préjugés sur les réfugiés que vous trouvez sur : www.utopia56.com

Gilberte Mandon

* AMNESTY Toulon, ATTAC 83, CCFD-terre solidaire, CIMADE, Indignés, LDH PACA, RESF 83, RUSF 83, VISA 83, VPJM ; CGT, Confédération Paysanne, FSU, Solidaires, UNL ; ELV 83, Ensemble 83 !, MJCF 83, NPA 83, PCF 83, PG 83 ; Collectif tourvain de soutien aux réfugiés ; CODEX 83 et Collectifs citoyens (Affront National-Brignoles, Ensemble pour Le Luc, Vigilance Cogolin) ; des citoyen-ne-s varois-es associé-e-s à l'action



Budget primitif 2017 Région Paca

Une nouvelle fois tout pour l'entreprise.

Pour son deuxième budget, l'exécutif régional donne la priorité aux besoins formulés par les entreprises et les organisations patronales : les aides directes aux entreprises augmentent de plus de 50% sans aucune contrepartie demandée. Dans le même temps le soutien à l'économie sociale et solidaire diminue encore après une baisse l'an dernier de plus de 25%.

La région fait le choix d'un développement économique très « spécialisé » (la région ne disposant pas de puissants moteurs économiques) mais ce choix risque de développer les inégalités, déjà fortes, entre les territoires. Il faudrait accompagner cette stratégie d'une politique de redistribution, via des investissements publics d'aménagement. La priorité donnée à l'excellence et au rayonnement de la Région conduit à privilégier les dépenses « de prestige » : sport de haut niveau, rayonnement culturel à l'international, développement économique international, bourses au mérite ...

Le tout sécuritaire conduit à dépenser des millions d'euros dans des programmes et des actions qui ne sont pas toutes de la compétence régionale (équipements des polices municipales, vidéo protection, constructions

et/ou réhabilitations de gendarmerie)

Le vivre ensemble mis à mal

Ces choix budgétaires ne sont pas neutres pour les populations et les territoires. Ils induisent des coupes sur des secteurs qui relèvent de l'intérêt général, de la solidarité et de l'appui aux populations les plus en difficulté.

Dans le domaine culturel, la création, la production et l'édition régionales ne sont quasiment plus soutenues. Après la suppression du pass-culture pour les jeunes, la mise en place d'une nouvelle carte culture, décidée en novembre 2016, pour favoriser l'accès à certaines prestations culturelles et à certains lieux culturels n'apparaît pas dans le projet de budget.

Dans le domaine de la formation, compétence pleine et entière de la région, on constate une diminution de la rémunération des stagiaires et des apprentis, ainsi qu'une baisse des aides pour l'accès aux premiers savoirs. La région impose désormais aux organismes de formation d'avoir 70% de leurs stagiaires qui obtiennent un emploi : cela remet en cause l'existence même des Espaces Territoriaux d'Accès aux Premiers Savoirs qui sont pourtant indispensables aux personnes les plus fragiles et souvent

les plus éloignées de l'emploi. Les régions devront prendre en charge le transport interurbain à compter du 1er janvier 2017 et le transport scolaire à partir du 1er septembre 2017. Si on peut se féliciter du choix de l'exécutif de ne pas déléguer aux départements ces deux nouvelles compétences, des inquiétudes fortes subsistent par rapport aux choix politiques concernant le rail (remise en cause de la convention avec la SNCF et volonté de faire jouer la concurrence avec le privé) et le bus (remplacement d'une partie du ferroviaire par la route). La FSU continue de porter l'idée d'une carte de transport permettant d'utiliser l'ensemble des différents réseaux à l'image de la carte «orange» de la région Ile de France.

Enfin, le monde associatif qui pourtant œuvre au quotidien au plus près des populations se voit une nouvelle fois mis en difficultés par des baisses drastiques des aides. Il est urgent que le président Estrosi se souvienne des engagements qu'il a pris entre les deux tours des élections régionales.

Richard Ghis

Lycées : un budget qui en dit long...

Quelques investissements.

L'exécutif régional semble renouer avec une politique d'investissement, que ce soit pour des lycées neufs (+ 26 millions €), des réhabilitations et /ou études (+ 18,2 millions €) et des équipements sportifs (+ 900 000 €). Dans l'académie de Nice, il n'y a pas de programmation de nouvelles constructions d'établissements ou d'équipements sportifs. Pourtant, dans le moyen Var, le nombre d'élèves est en forte progression. Une seule réhabilitation varoise est à l'ordre du jour : la demi-pension du lycée professionnel Claret à Toulon. La reconstruction du lycée Golf Hôtel à Hyères n'est pas budgétée.

De fortes interrogations sur le fonctionnement.

La baisse globale sur la région est de 2,5 millions € (près de 5% pour une baisse de 0,6% pour les lycées privés sous contrat...) : la région prend prétexte des importants fonds de réserve estimés à 8 millions €. Cette mesure risque d'interdire à terme aux équipes certains choix pédagogiques et de

peser sur le fonctionnement des lycées.

La FSU dit non au tout sécuritaire et au mérite.

Si nous nous félicitons de l'augmentation du fonds des manuels scolaires (+ 1,6 millions €) et du maintien de l'aide aux premiers équipements pour les élèves de la voie professionnelle, nous pensons que le quadruplement (4 millions €) du budget consacré au plan régional de mise en sureté des lycées, qui s'ajoute aux 4,4 millions € consommés en 2016, n'est pas forcément utile même si cela correspond aux préconisations conjointes du ministère de l'intérieur et de l'éducation nationale.

La région a aussi annoncé la mise en œuvre d'un plan de sécurité éducative avec la poursuite des médiateurs devant les lycées pour un montant de 2,6 millions €. Ces médiateurs seront des jeunes en contrat d'apprentissage préparant le diplôme de moniteur/éducateur. Pour l'heure leur déploiement concerne surtout l'académie voisine et peu notre département. Il serait

intéressant que ce dispositif concerne plus de lycées varois, comme par exemple le lycée Rouvière. La FSU est convaincue que les problèmes de violence aux abords des établissements doivent être traités de manière éducative et conteste l'idée avancée par le syndicat majoritaire des proviseurs consistant à recruter des vigiles !

Nous sommes très dubitatifs sur l'affirmation de M. Battin, élu régional en charge des lycées, qui a assuré aux représentant-es FSU au CESER PACA, la sanctuarisation des crédits des Conventions de Vie Lycéenne et Apprenties. Les échanges que nous avons avec nos collègues sur le terrain contredisent ces engagements.

Enfin la FSU dénonce la poursuite du système des bourses au mérite (2 millions €) pour les mentions TB du baccalauréat. Nous sommes convaincus, comme les syndicats de lycéen-nes et d'étudiant-es, qu'il faut plutôt augmenter les bourses et financer un véritable statut de l'étudiant.

Richard Ghis



Stage régional de la FSU PACA : jeudi 2 février et vendredi 3 février 2017 à la Baume les Aix à Aix en Provence.

Quel développement économique avec quelles formations ? A travers cette nouvelle compétence régionale, c'est la formation dans son ensemble qui est interrogée. Faut-il, comme certains le disent, mettre en œuvre uniquement des formations qui répondent aux besoins des entreprises ? Faut-il tout miser sur la voie de l'apprentissage et de l'alternance ?

Le nombre d'emplois non pourvus dans notre région est estimé à 20 000. Cela peut paraître peu, comparé aux 1,9 millions d'emplois régionaux mais alors que plus de 300 000 personnes sont au chômage il faut analyser ce qui peut apparaître comme un paradoxe.

Pour aborder et approfondir ces différentes thématiques, Thierry Reygades, qui est le représentant de la FSU au Comité National de l'Emploi de la Formation et de l'Orientation Professionnelle et un-e intervenant-e de l'Observatoire Régional des Métiers nous ferons part de leurs analyses. Une table ronde réunissant différentes fédérations et confédérations syndicales dont la FSU traitera aussi de cette problématique et de sa déclinaison régionale.

Informations pratiques. Les repas seront pris sur place et un hébergement est possible (en chambre double avec douche). La demande à son supérieur hiérarchique doit être faite au plus tard le mardi 2 janvier 2017 (modèle sur le site FSU du Var). Pour s'inscrire : fsu83@fsu.fr ou contacter votre syndicat national.

La formation syndicale est un droit : venez nombreuses et nombreux !

MMMIEUX
CONNECTÉ À MA SANTÉ



Nouveau ! MGEN lance MMMieux.fr
LA PLATEFORME DE PRÉVENTION SANTÉ EN LIGNE

Connectez-vous vite
www.mmmieux.fr

A QUI S'ADRESSER ?

FSU

83

Enseignement
Éducation
Recherche
Culture
Formation

FSU - Bourse du Travail

13, Avenue Amiral Collet, 83000 TOULON
Tél : 04.94.93.04.40 Fax : 09.70.60.20.27
Email : fsu83@fsu.fr ; site : <http://sd83.fsu.fr>

Instituteurs, Profs des Ecoles, Pégc SNUipp

Clément KERIEN, Immeuble le Rond point -
Avenue P et M Curie, 83160 La Valette
Tél. 04.94.20.87.33 Fax 04.94.20.87.34

Enseignement secondaire SNES

Dominique QUEYROULET,
208 rue Emile Ollivier, 83000 Toulon
Tél./ Fax : 04.94.92.36.77

Education Physique SNEP

Amar GUENDOUIZ / Gérard PERMINGEAT /
Fabienne RAIMBAULT / Brigitte REBOUT,
Tél : 04 93 86 19 52,
FSU Var, 13 Av Amiral Collet 83000 Toulon

Lycées professionnels SNUEP

Andrée RUGGIERO, FSU Var, 13 Av Amiral
Collet 83000 Toulon Tél : 06.79.44.06.81

Agents, Techniciens de labo, Ouvriers et Services agents territoriaux SNUTER

Nonce BIONDI, nbiondi@regionpaca.fr ;

Enseignement supérieur, SNESUP

Thierry CHAMPION, champion@univ-tln.fr

SNU POLE EMPLOI

Raphaël SERRANO, 06 43 82 85 40
FSU Var, 13 av Amiral Collet, 83000 Toulon

Environnement SNE

Eric SERANTONI tel : 06 83 99 14 84
Parc National de Port Cros
Castel Ste Claire 83400 Hyères

Personnels de l'administration Pénitentiaire

SNEPAP Gautier SCHONT Annick KOURIO,
SPIP, 146 av Maréchal Foch, 83000 Toulon,
04 94 92 52 12

Administration scolaire, universitaire, bibliothèques SNASUB

Yves LANGLOIS, yves.langlois@ac-nice.fr
Valérie DALMASSO (agents de labo) au
06 11 18 62 29

Technique agricole public SNETAP

Brice FAUQUANT, brice.fauquant@educagri.fr

Inspection SNPI

Claude FAUVELLE, claud.fauvelle@ac-nice.fr

Protection Judiciaire Jeunesse SNPES - PJJ

Infirmières conseillères de santé SNICS

Équipement (DDE) SNUITAM

Assistantes sociales SNUAS FP

FSU VAR, 13 Av Amiral
Collet 83000 Toulon



FSU PACA

Bourse du travail,
23 bd Charles Nedelec,
13331 Marseille cédex 3